United Nations

Nations Unies UNRESTRICTED

**ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCIL**

**CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL** E/CN.4/AC.1/SR.18
2 juillet 1947
FRENCH
ORIGINAL : ENGLISH

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

COMITE DE REDACTION

DECLARATION INTERNATIONALE DES DROITS

PREMIERE SESSION

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA DIX-HUITIEME SEANCE

tenue à Lake Success, New York, mercredi, 25 juin 1947, à 10 heures 30.

Membres présents :

Présidente :	Mme Eleanor Roosevelt	(Etats-Unis d'Amérique)
Vice-Président :	M. P.C. Chang	(Chine)
Rapporteur :	M. Charles Malik	(Liban)
	M. Ralph L. Harry	(Australie)
	M. H. Santa Cruz	(Chili)
	M. Pierre Ordonneau	(France)
	M. Geoffrey Wilson	(Royaume-Uni)
	le professeur V. Koretsky	(Union des Républiques socialistes soviétiques)

Organisations non gouvernementales :

Miss Toni Sender	(American Federation of Labor)
Mme H. Fuhrman	(Alliance coopérative internationale)

Secrétariat :

le professeur J.P. Humphrey (Secrétaire du Comité)
M. Edward Lawson

1. Examen du chapitre III du projet de rapport du Comité de rédaction à la Commission des droits de l'homme (document E/CN.4/AC.1/14)

La PRESIDENTE invite le rapporteur à présenter le texte du chapitre III, tel qu'il a été révisé par lui et par le représentant de l'Australie.

Le rapporteur donne lecture du texte suivant :

"CHAPITRE III

"Question de l'application d'une Déclaration internationale des droits de l'homme"

"20. Le Comité de rédaction a jugé qu'il serait nécessaire, quand les circonstances le comporteraient; d'examiner les moyens d'assurer l'application de la loi; ce, particulièrement lors de l'étude d'un projet de convention et des propositions du Royaume-Uni. Il a consacré une session tout spécialement à la question de l'application, en prenant comme base de discussion un document préparé par le Secrétariat (annexe F).

"Le Comité, à l'unanimité, estime qu'il est du devoir de la communauté internationale d'assurer le respect des droits qui seront inscrits dans la Déclaration internationale des droits de l'homme. Mais de nombreuses idées ont été exprimées quant à la façon précise d'atteindre cet objectif.

"Voici le résumé des observations principales qui ont été présentées pendant la discussion. Il a été indiqué

- a) qu'une Déclaration des droits de l'homme et des libertés fondamentales, faisant l'objet d'une résolution de l'Assemblée générale, aurait par elle-même une importance morale considérable; mais
- b) qu'une méthode plus efficace pour établir fermement les droits de l'homme serait de les incorporer dans une Convention, par laquelle les signataires les reconnaîtraient comme loi internationale;
- c) que les signataires d'une telle Convention devraient également se soumettre à l'obligation de garantir que ses dispositions seront appliquées, aux termes de lois nationales, par les cours de justice des divers pays; (la discussion a fait apparaître qu'à cet égard, le cas des Etats fédéraux, celui des Etats sans constitution écrite, et celui des Etats où le droit n'a pas été codifié, demanderaient une étude spéciale),

d) que parmi les facteurs propres à empêcher la violation d'une convention, figurent la publicité, et la réprobation internationale, lesquelles peuvent être réalisées moyennant

- 1) des pétitions, d'individus ou de groupes, adressées aux Nations Unies,
 - ii) l'extension des pouvoirs de la Commission des droits de l'homme ou la création d'un nouvel organisme dans le cadre des Nations Unies, pour recevoir, trier, examiner et traiter les communications alléguant une violation des droits de l'homme,
 - iii) des demandes adressées par le Secrétaire général aux Etats Membres, les invitant à faire rapport sur ce qu'ils ont fait pour le respect des droits de l'homme,
 - iv) des discussions à l'Assemblée générale;
- e) qu'une Cour internationale des droits de l'homme devrait être créée selon les grandes lignes indiquées dans la proposition australienne, pour juger des cas où est alléguée une violation des droits de l'homme;
- f) que tout Etat coupable de violations répétées des droits de l'homme devrait être exclu des Nations Unies.

"Aucune des suggestions ci-dessus n'a reçu l'approbation de l'ensemble du Comité; en fait, des objections très fortes ont été soulevées contre plusieurs d'entre elles. Le Comité se borne à transmettre ces suggestions, pour information, à la Commission des droits de l'homme.

"21. Le Comité a considéré qu'en plus des moyens pour assurer l'application de la loi, les Nations Unies devraient, par l'éducation, développer le plus largement possible le respect des droits de l'homme. Il a été indiqué qu'il pourrait être nécessaire à cette fin, de créer un organe international spécial. Le Comité a également reconnu que la garantie du respect total des droits de l'homme était l'établissement des conditions nécessaires du progrès social et d'un niveau de vie plus élevé, dans une liberté plus grande.

Le professeur KORETSKY (URSS) souligne que les observations mentionnées dans le paragraphe 20 ont été présentées par des membres agissant individuellement et ne doivent pas être considérées comme exprimant l'opinion du Comité tout entier. Pour ce qui est du paragraphe 21, il propose, soit de supprimer les deux dernières phrases, soit de les faire passer au paragraphe 20 étant donné que le Comité ne s'est pas mis d'accord unanimement sur la teneur d'un document quelconque.

M. HARRY (Australie) propose de modifier la troisième partie du paragraphe 20, qui se lirait ainsi : "Voici le résumé des observations principales qui ont été présentées par un ou plusieurs membres du Comité."

M. WILSON (Royaume-Uni) propose d'insérer dans la première phrase du paragraphe 21 une suggestion tendant à ce qu'on utilise les organes existants des Nations Unies.

Le professeur KORETSKY (URSS) n'est pas d'accord avec la proposition de M. WILSON et propose que l'on conserve le texte de la première phrase; il propose d'insérer dans la deuxième phrase les mots "par des membres du Comité agissant individuellement" après les mots "il a été indiqué".

M. HARRY (Australie) propose la rédaction suivante : "Des membres agissant individuellement ont indiqué qu'une telle éducation pourrait être assurée par les organes existants des Nations Unies ou éventuellement par un organe international."

M. CHANG (Chine) souligne que l'idée de recourir aux organes existants n'a pas été précisée au cours des séances précédentes et ne peut par conséquent faire l'objet d'une addition au texte actuel.

La PRESIDENTE considère qu'il serait préférable de garder le texte initial du paragraphe 21 en y insérant les mots "par des membres du Comité" après les mots "il a été indiqué". Mme ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) propose ensuite de substituer, dans la deuxième partie du paragraphe 20, les mots "Il faudrait qu'il y eût un moyen d'assurer le respect des droits de l'homme" aux mots "il est du devoir de la communauté internationale d'assurer etc...".

M. CHANG (Chine), au sujet du même paragraphe, souligne que le Comité n'a pas exprimé d'opinion unanime sur les principes en question. Il propose en conséquence de supprimer la première phrase. Quant au mot "session" figurant au premier alinéa du paragraphe 20, il pense que le mot "séance" devrait lui être substitué.

M. HARRY (Australie) propose, pour répondre aux objections qui ont été soulevées, de modifier ainsi le texte : "Le Comité, en la matière, a agi en considérant qu'il est du devoir de la communauté internationale..." Cette proposition est acceptée.

Le Chapitre III est adopté avec les modifications suivantes : a) dans le premier alinéa du paragraphe 20, substituer le mot "séance" au mot "session"; b) dans le second alinéa, supprimer les mots "à l'unanimité estime que" et insérer les mots "en la matière, et agi en considérant que" après les mots "Le Comité"; c) dans le troisième alinéa, substituer les mots "par un ou plusieurs membres du Comité" aux mots "pendant la discussion"; et d) dans le paragraphe 21, insérer les mots "par des membres du Comité agissant individuellement" après "il a été indiqué".

2. Examen des articles 12 à 40, Annexe F. du projet de rapport

Article 12

M. WILSON (Royaume-Uni) propose de supprimer le mot "variante (Australie)" étant donné que le Comité a accepté ce texte comme sien; il propose d'autre part de supprimer entièrement la variante proposée par le Royaume-Uni.

M. ORDONNEAU (France) souligne que le professeur Cassin a insisté pour que le terme d'"inviolabilité" figurât dans cet article.

La PRESIDENTE, rappelant le texte commun des propositions française et chilienne, indique que l'article 12 devrait être rédigé comme suit :

"Le caractère inviolable du domicile et de la correspondance, ainsi que le respect de la réputation de chacun sont protégés par la loi".

Variante (Chili et France)

"La vie privée, le domicile, la correspondance et la réputation de chacun sont inviolables et protégés par la loi."

Article 13

Le professeur KORETSKY (URSS) considère que la rédaction de l'article 13 devrait être plus conditionnelle.

M. WILSON (Royaume-Uni) propose de diviser cet article en deux paragraphes, en faisant de la dernière partie de la première phrase un paragraphe indépendant.

LE RAPPORTEUR indique que si cette suggestion est acceptée la note devra s'appliquer aux deux paragraphes. Il souligne que sans cette note les mots "ne devrait pas être définitif, mais.....," devraient être supprimés.

LE PRESIDENT déclare que l'article 13 peut être ainsi corrigé.

Article 14

L'article 14 n'ayant donné lieu à aucune observation est adopté sans modifications.

Article 15

Mme ROOSEVELT indique que les Etats-Unis proposent de mettre dans le corps de l'article, au lieu de la mettre dans la note, la phrase :
"il doit pouvoir consulter un Conseil et se faire représenter par lui".

Le RAPPORTEUR explique que c'est parce qu'un accord ne s'est pas clairement établi entre la Présidente et le professeur Cassin sur ce point, que la phrase en question a été mise dans la note. Le Dr CHANG (Chine)

propose de la mettre à la fin de l'article. Le Rapporteur accepte cette modification. M. ORDONNEAU (France) propose le texte suivant, en français, pour remplacer la deuxième phrase du deuxième paragraphe de l'article : "Il aura le droit d'être assisté, et, toutes les fois que sa comparution personnelle ne sera pas exigée par la loi, représenté par un conseil." Le RAPPORTEUR accepte ces propositions.

Article 16

La PRESIDENTE déclare que l'article 16 n'ayant fait l'objet d'aucune observation doit être adopté tel quel.

Article 17

M. WILSON (Royaume-Uni) propose de supprimer la première note et dans la note suivante, d'insérer les mots "et du Royaume-Uni" après "Australie".

La PRESIDENTE déclare que les Etats-Unis font des objections à l'emploi du mot "personnel" pour qualifier le mot "propriété", à cause du sens technique qu'a ce mot en droit anglais et américain.

M. SANTA CRUZ (Chili) exprime le désir qu'il soit tenu compte, dans la note, de la notion de droit à la propriété, tel qu'elle est énoncée dans le projet chilien.

Le RAPPORTEUR accepte ces suggestions.

Articles 18 et 19

La PRESIDENTE, après avoir donné lecture des articles 18 et 19, déclare qu'ils peuvent être adoptés tels quels.

Article 20

M. WILSON (Royaume-Uni) considère que l'ensemble de l'article 13 du Projet présenté par le Royaume-Uni devrait être inclus ici, comme variante du Royaume-Uni au texte de l'article 20.

M. HARRY (Australie) estime qu'il n'y a pas grande différence entre le texte de la variante présentée en commun par l'Australie et le Liban, et celui de la variante française.

Le RAPPORTEUR souligne que la seule différence entre la rédaction initiale du professeur Cassin et la variante présentée par le Liban est l'addition de l'idée du changement de croyance ; le professeur CASSIN l'a acceptée.

Le texte de la variante, accepté par les représentants de la France, du Liban et de l'Australie, est adopté comme texte de l'article 20. Le texte du Royaume-Uni est inséré comme variante.

Article 21

M. HARRY (Australie) propose de supprimer la note au bas de l'article 21 et de remplacer par quelque autre le mot "molesté" dans le corps de l'article.

M. SANTA CRUZ (Chili) pense qu'il faudrait garder comme variante de la France et du Chili la première phrase de l'article 21. Il est d'accord avec la proposition de supprimer la note.

M. ORDONNEAU (France) propose la variante suivante :

"Personne ne peut être inquiété en raison de ses opinions.

"Chacun est libre de soutenir ou d'exprimer son opinion, de connaître celle des autres, de recevoir ou de rechercher des informations à toutes les sources possibles."

Le RAPPORTEUR accepte ces suggestions.

Article 22

M. WILSON (Royaume-Uni) propose de supprimer à l'article 22 le mot "libre".

La PRESIDENTE pense qu'on pourrait lui substituer le mot "égal".

M. HARRY (Australie) propose de remplacer dans la note les mots : "il faut que" par les mots : "il serait nécessaire que...".

Ces modifications sont acceptées.

Articles 23, 24 et 25

La PRESIDENTE, après avoir donné lecture des articles 23, 24 et 25 déclare que puisque ces articles n'ont pas fait l'objet d'observations, ils sont adoptés tels quels.

Article 26

En ce qui concerne l'article 26, la PRESIDENTE rappelle que le professeur Cassin a proposé une variante. M. WILSON (Royaume-Uni) rappelle que le texte des Etats-Unis a été accepté par le Comité. C'est également l'avis de M. HARRY (Australie) qui suggère de prendre le texte des Etats-Unis comme texte de l'article 26, et de donner comme variante la rédaction proposée par les représentants du Chili, de la France et du Liban.

Cette suggestion est acceptée.

Article 27

M. WILSON (Royaume-Uni) propose de supprimer à l'article 27 le mot "loyales". La PRESIDENTE donne son accord à cette modification, en rappelant que le Comité a accepté les termes "se conformer aux vœux du peuple". La deuxième phrase de l'article 27 commencerait donc ainsi : "Ces vœux...." . M. HARRY (Australie) déclare que ses souvenirs sont identiques sur ce point. Le RAPPORTEUR accepte ces modifications.

Article 28

La PRESIDENTE propose d'insérer après les mots "emploi public" les mots "remplir une fonction publique". Le Dr CHANG (Chine) propose d'ajouter la phrase suivante à l'article 28 : "La participation aux examens institués pour le recrutement des fonctionnaires n'est pas un privilège ou une faveur."

Le RAPPORTEUR indique que l'adoption de cette suggestion nécessite la suppression de la première note.

Article 29

La PRESIDENTE propose de supprimer dans l'article 29 les mots "et le devoir" et les mots "et le droit au plein développement de sa personnalité".

Cette proposition est adoptée.

Article 30

Sans observations.

Article 31

Le Dr CHANG (Chine) considère qu'à l'article 31 le mot "et" devrait être remplacé par le mot "ou". Le RAPPORTEUR accepte cette suggestion et propose la substitution du mot "doit" au mot "devrait", dans cet article.

Article 32

Sans observations.

Article 33

M. WILSON (Royaume-Uni) attire l'attention du Comité sur une erreur d'impression, à savoir : l'emploi du mot "officiel" au lieu de "social". Pour ce qui est de la note relative à cet article, il estime que les mots "le représentant du Royaume-Uni" devraient être remplacés par "le Comité de rédaction".

Article 34

Au sujet de l'article 34, la PRESIDENTE rappelle que le Comité a accepté le texte des États-Unis. Le RAPPORTEUR s'en déclare d'accord.

Article 35

Après quelques observations l'article 35 est adopté tel quel.

Article 36

La PRESIDENTE déclare que l'article 36 devrait être ôté du texte et transformé en note au document de travail.

Article 37

Le RAPPORTEUR donne lecture de l'article 37 primitif, devenu article 36.

La PRESIDENTE fait observer que le sujet de cet article est d'une telle importance qu'il importe que la Commission des droits de l'homme l'examine avec la plus grande attention. M. ORDONNEAU (France) rappelant le cas des différents groupes ethniques de Suisse, souligne que le sujet de cet article est plus large que la question des minorités.

M. HARRY (Australie) propose le texte de note suivant :

"En raison de l'extrême importance que présente cet article pour de nombreux pays, le Comité de rédaction a jugé qu'il ne pouvait proposer de texte pour cet article, sans que la Commission des droits de l'homme l'eût au préalable étudié complètement. Le Comité a également pensé que cet article pourrait, si besoin était, être soumis à la Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, qui étudierait ces questions de minorités.

La PRESIDENTE déclare que cette proposition répond bien aux opinions qui ont été exprimées au sujet de cet article.

Article 38, 39 et 40

La PRESIDENTE souligne que les articles 38, 39 et 40 doivent être supprimés, étant donné qu'ils traitent de l'application, sujet qui doit être étudié ultérieurement. Elle propose que ces trois articles soient inclus dans le document du Secrétariat concernant l'application et que le dernier paragraphe de l'article 40 soit, en substance, incorporé au Préambule. Elle note que le Comité, à l'unanimité, approuve le rapport.

La séance est levée à 13 h.30.